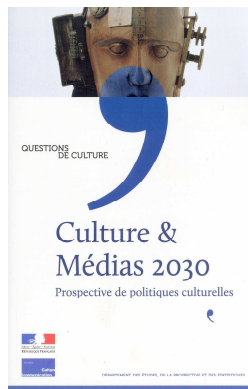


Culture & Médias 2030. Prospective de politiques culturelles



collection “ Questions de culture ”

ISBN 978-2-11-097542-3

12 € – diffusion : La Documentation française



Pour répondre aux questions stratégiques de l'avenir de la culture et des médias, et de la politique culturelle de l'État, un exercice inédit de prospective a été réalisé par le DEPS à un moment marqué par l'impact de la révolution numérique sur l'offre et les pratiques, un tournant dans le processus de globalisation, et de profondes transformations sociales.

1. Objectifs et démarche

En termes d'objectifs, il s'agissait de :

- repérer les défis majeurs auxquels la politique de la culture et de la communication devra répondre dans les dix à vingt prochaines années ;
- explorer les futurs possibles de cette dernière et notamment identifier les principales ruptures et alternatives ;
- ré-interroger, sur la base de cette exploration, le sens et les finalités de l'intervention de l'État, notamment en mettant en débat les conditions de détermination des futurs souhaitables.

La méthode des scénarios a été retenue : elle permet d'appréhender des réalités complexes, d'identifier des enjeux et rend possible les conditions de choix stratégiques.

2. Un diagnostic des mutations

Culture & Médias 2030 repère trois mutations majeures qui délimitent le devenir de l'Institution culturelle : la globalisation, la mutation numérique, les rapports entre individualisme et société.

2.1. La France n'échappe pas à la **globalisation** de la culture et des loisirs.

La globalisation et le fort mouvement d'uniformisation culturelle à l'œuvre posent trois questions à la politique culturelle : la France saura-t-elle préserver son modèle d'action publique culturelle encore très souvent regardé dans le monde comme une singularité et une exception ?

Quelles stratégies de soutien aux industries culturelles françaises mettre en œuvre dans un contexte de polarisation financière, stratégique et des normes des marchés mondiaux des droits intellectuels et des techniques ? Face aux effets de la globalisation sur les migrations, face à la diversité culturelle qu'elle

engendre dans la société, et aux réactions qu'elle suscite – de l'ouverture au repli, de l'acculturation à des phénomènes de multi-appartenances□, faut-il redéfinir les registres de légitimation de la politique culturelle, ses priorités et ses moyens ?

2.2. Mondiale, la révolution numérique est pluridimensionnelle.

Technique d'abord, manifestement économique et financière, la révolution numérique est aussi culturelle par son déploiement dans le champ des activités de la culture, suscitant appropriation ou rejet : dans les processus de création, de production, de distribution ; dans les pratiques culturelles et les usages numériques ; dans les expressions et leurs effets. Opportunité d'accès aux contenus culturels ou risque pour l'économie industrielle de la culture et pour le respect de la propriété intellectuelle, quels seront les effets de la mutation numérique sur l'économie culturelle, en particulier les emplois, les modes d'organisation, de valorisation, de rémunération, de financement de la création... ? Quels nouveaux équilibres seront à construire dans les régulations ? Comment orienter durablement l'avenir des réseaux, assurer la permanence des modèles économiques culturels ou permettre leur transformation ? Comment assurer le positionnement des industries culturelles françaises face à la montée des acteurs mondiaux, quelles stratégies nationales et/ou européennes développer ?

2.3. Les impacts des transformations sociales sont majeures autant qu'incertaines.

Les devenir des politiques culturelles à moyen et long termes et leurs effets sont dépendants des transformations sociales et des rapports à la culture présents dans une société moderne caractérisée par la tendance pluriséculaire à l'individualisme. À rebours de la tendance à l'uniformisation sociale à l'œuvre jusqu'au milieu des années 1980, la société française tend à être de plus en plus différenciée. Comment prendre compte dans la politique culturelle la nature générationnelle des évolutions des pratiques et des rapports à la culture ? Comment agir contre la potentielle dissociation entre des pratiques relevant de « conservatoires » de pratiques culturelles et de la création et ceux relevant des pratiques sociales, individuelles, communautaires, dont le contenu et le caractère culturels vont en s'amenuisant ?

3. Les quatre scénarios du futur de la culture et des politiques.

3.1. Scénario L'exception continuée

La perpétuation des tendances lourdes de la politique culturelle domine. En particulier les logiques qui ont donné naissance à une « exception culturelle française », entendue comme modèle culturel et modèle de politique culturelle, constituent un objectif, certes difficile à atteindre, mais structurant pour l'avenir. Ainsi, les contenus et les modalités de la politique culturelle française sont appelés à évoluer pour parvenir à maintenir un cadre d'objectifs identiques depuis plusieurs décennies. L'inertie des politiques culturelles ou leur non-renouvellement ne sont donc pas à l'ordre du jour. Au contraire, des stratégies de choix délibérés et assumés, parfois des renoncements, voire des sacrifices sont nécessaires. L'intervention culturelle de l'État, particulièrement celle du ministère de la Culture et de la Communication, est confrontée à deux principaux défis dans un environnement où les moyens peuvent manquer : d'une part, la poursuite d'une globalisation qui menace le modèle d'intervention et de régulation de la culture et des médias mais peut fournir des opportunités, notamment pour une partie des industries culturelles et audiovisuelles, d'autre part, la montée en puissance concurrentielle des territoires autres que le territoire national et, au premier chef, les collectivités territoriales qui structurent fortement la vie culturelle.

3.2. Scénario Le marché culturel

Les grandes mutations économiques, géopolitiques et techniques, principalement mondiales – globalisation, marchandisation, numérisation – jouent pleinement. Elles conduisent à limiter et marginaliser l'importance de la politique culturelle française et à banaliser les ressorts de la vie culturelle. Avec une panoplie d'actions moins efficaces et moins soutenues, la place de l'État, et du ministère de la Culture et de la Communication comme acteur structurant, s'affaisse au profit d'un renouvellement mais surtout d'un renforcement des acteurs économiques de la culture.

3.3. Scénario L'impératif créatif

Dans une compétition internationale soutenue, l'Union Européenne lance un projet renouvelé de croissance durable articulant économie, culture, cohésion sociale et environnement afin de lutter contre

une tendance au déclin relatif. La France adhère progressivement à cette démarche volontariste qui voit dans la culture un facteur de la créativité au service de la croissance dans une économie dynamique et durable de l'immatériel. Réorganisées, les institutions publiques de la politique culturelle cherchent à s'engager dans une nouvelle croissance qui mobilise les actifs culturels de la France dans une stratégie d'industrialisation de la culture modifiant modes d'intervention et de régulation.

3.4. Scénario **Culture d'identités**

Au plan international, européen et national, des crises de natures diverses laissent prévaloir les mutations sociales avec leurs contradictions. L'identité, au fondement des politiques culturelles de l'Union européenne, de l'État, des collectivités territoriales, apparaît essentiellement plurielle. Alors que quelques valeurs partagées en Europe persistent, l'État se concentre sur certains fleurons d'une « culture française » et les collectivités territoriales, dans une logique fédéraliste, œuvrent à une vitalité culturelle « sociale » et communautaire, ancrée dans la vie des populations, selon une stricte segmentation. L'ambition d'excellence et d'expertise sont au fondement d'une réévaluation de l'action de l'État culturel dans un environnement marqué par le rejet autant d'une culture médiatico-publicitaire numérique *trash* par les *baby boomers* du dernier siècle, jeunes retraités grands consommateurs de « culture cultivée », que par l'émergence de nouvelles légitimités, locales, sociales, communautaires...

4. **Défis, enjeux et stratégies**

Trois thèmes principaux ordonnent la définition des défis : **l'empreinte culturelle de la France, l'articulation entre offre et demande, les transformations de l'État**. Transversaux aux politiques de la culture et de la communication, ils appellent des déclinaisons sectorielles dans le domaine de la création, des patrimoines, des industries culturelles et des médias, du cinéma. L'animation du débat doit permettre leur enrichissement pour préciser les tendances et les spécificités des secteurs, des expressions, des métiers, des différents acteurs de la culture.

Ces enjeux, dont la déclinaison détaillée reste à construire, appellent l'élaboration de stratégies de la part de l'État, du ministère de la Culture et de la Communication au premier chef, de son administration centrale, de ses services déconcentrés, des établissements publics placés sous sa tutelle. La réflexion d'autres acteurs culturels : collectivités territoriales, établissements culturels, entreprises culturelles, syndicats professionnels, ne pourra qu'enrichir le débat.

Annexe

1. *Les enjeux définis par l'exercice de prospective*

I - L'empreinte culturelle de la France

1. Fonder une géostratégie culturelle
2. Reconnaître les actifs immatériels culturels comme un enjeu stratégique à long terme
3. Renforcer l'Europe de la culture et des médias comme relais et plate-forme

II - De nouvelles articulations entre offre et demande

4. Proposer des politiques d'offre en phase avec les mutations de la demande
5. Assurer la présence d'un espace public numérique culturel
6. Mettre en synergie des politiques culturelles et industrielles
7. Garantir le financement durable de l'écosystème culturel
8. Renouveler l'action culturelle
9. Réinventer et relancer les politiques de publics
10. Étendre l'éducation artistique et culturelle tout au long de la vie
11. Favoriser les nouveaux espaces-temps de rencontres culturelles

III - Les transformations de l'État

12. Réguler dans l'environnement numérique
13. Inventer la régulation du « travail artistique »
14. Imaginer la régulation des nouveaux territoires des patrimoines
15. Partager l'animation culturelle des territoires
16. Renforcer l'interministérialité sur des axes stratégiques
17. Devenir un État culturel médiateur et intermédiaire
18. Renforcer la fonction d'expertise
19. Réinventer l'État financeur de la culture
20. Penser la complexité, organiser l'expérimentation, susciter l'innovation